

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 23/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL RICARD

ZAC km Delta II

638 Rue Étienne Lenoir

30 900 Nîmes

Références : D-00730-2023-LRAR N°1A 194 569 0788 7

Code AIOT : 0 006 401 242

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement SARL RICARD implanté Mourre de Lira Route d'Uchaux 84 550 Mornas. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL RICARD
- Mourre de Lira Route d'Uchaux 84 550 Mornas
- Code AIOT : 0 006 401 242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ricard SARL exploite une carrière au lieu-dit « Mourre de Lira », sur la commune de Mornas.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023, pour une durée de 25 ans et un tonnage maximal annuel de 90 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 21/10/2021
- recollement à l'arrêté préfectoral du 22/05/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai(ent) été donnée-s	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	rétenction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2	Demande d'action corrective	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	bornage	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 212	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 213	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 215	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	surveillance périodique des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 625	Demande d'action corrective	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	utilisation des fines	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 8.1.1.2 et article R.181.46 du code de l'environnement	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai(ent) été donnée-s	Autre information
1	Installations 2515	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 1.2	Demande d'action corrective	Sans objet
3	prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	/	Sans objet
4	information des tiers	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.1	/	Sans objet
7	accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.4	/	Sans objet
11	extraction	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.3.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 6 non-conformités au cours de cette visite, relatives aux dispositifs de rétention de produits dangereux, au bornage, aux clôtures, à la déclaration de mise en service, au suivi des niveaux sonores et à l'utilisation de floculants. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations 2515

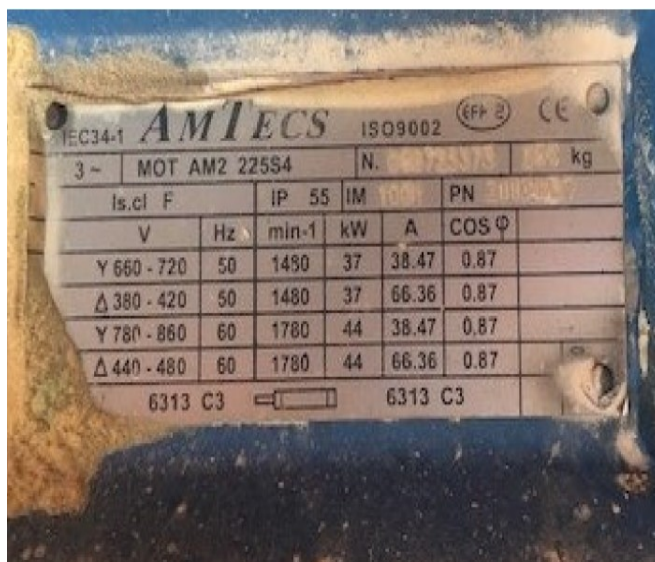
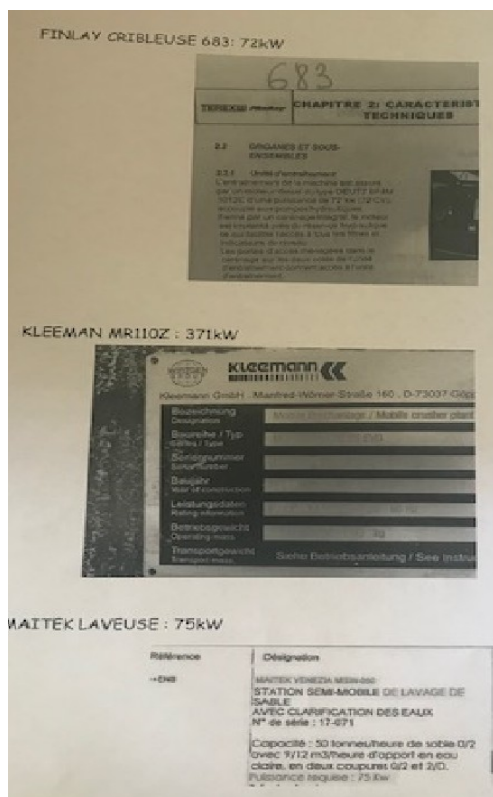
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 1.2
Thème-s : Risques chroniques, puissance des installations
Prescription contrôlée : L'unité de traitement est composée de : – 2 groupes mobiles de concassage criblage fonctionnant en alternance de 358 kW et 371 kW – 2 cribleuses thermiques fonctionnant en alternance de 97 et 72 kW. – Installation de lavage des sables de 75 kW associés à une cribreuse à sable de 37 kW. Puissance totale des installations pouvant fonctionner simultanément : 1 010 kW

Constats de la visite d'inspection du 21/10/21 : Transmettre un inventaire précis des puissances installées pour les installations de traitement de matériaux présentes sur site. Le cas échéant, les mesures techniques, permettant de brider à 200 kW la puissance des installations susceptibles de fonctionner simultanément, devront être précisées.

Constats de la visite du 09/10/2023 : l'exploitant tient à jour un registre mentionnant la puissance des installations présentes sur son site. Il détient :

- 2 groupes mobiles de concassage criblage fonctionnant en alternance :
 - Terex/Finlay C-1540 : 358 Kw
 - Kleeman MR110Z : 371 kW
- 2 cribieuses thermiques fonctionnant en alternance:
 - Finlay 694 : 97 kW
 - Finlay 683 : 72 kW
- Installation de lavage des sables : Maitek MSW050 : 75 kW
- Cribleuse à sable : Finlay 390 : 37 kW

soit une puissance totale installée de 1010 kW. L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de bridage des machines. La puissance des machines a été contrôlée par sondage le jour de l'inspection et n'a pas fait apparaître d'écart par rapport à l'inventaire mentionné sur le registre.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

règlement (ce) n° 1272/2008, dit CLP classification, étiquetage et emballage des substances et des mélanges article 17

Thème-s : Produits chimiques, rétention

Prescription contrôlée :

Article 18.2 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Article 31.1 Règlement (CE) no 1907/2006 REACH: « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
- c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

article 17règlement (ce) n° 1272/2008, dit CLP : « Règles générales

1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:

- a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;
- b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;
- c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;
- d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;
- e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;
- f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;
- g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;
- h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.

2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées. »

Constats de la visite d'inspection du 21/10/21 : Mettre sur rétention l'ensemble des capacités contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Constats de la visite du 09/10/2023 : l'inspection a constaté que les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux étaient posés sur une rétention adaptée sous un hangar non fermé.

Cependant, il est apparu que certaines rétentions sont disposées de telle sorte que les produits sont exposés au soleil. Certaines étiquettes sont détériorées voire inexistantes.



Observations :

L'exploitant doit correctement identifier les produits détenus, vérifier la Fiche de Données de Sécurité (FDS) de l'ensemble des produits afin de savoir si le stockage exposé à une source de chaleur est susceptible d'altérer le contenant ou produire un échauffement des liquides. Il communiquera à Madame La Préfète l'ensemble des justificatifs dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème-s : Produits chimiques, aire étanche
Prescription contrôlée : I. – Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : La visite d'inspection du 09/10/2023 a permis de constater la présence d'une dalle étanche en pointe de diamant équipée d'un regard central permettant de récupérer les eaux ou des liquides résiduels. Le regard est relié à un séparateur à hydrocarbures. 
regard du séparateur à hydrocarbures
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.1
Thème-s : Risques chroniques, information des tiers
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : La visite d'inspection du 09/10/2023 a permis de constater que l'exploitant a procédé à la mise en place d'un panneau apposé sur le portail d'entrée. Celui-ci comporte les mentions exigées.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.2
Thème-s : Risques chroniques, bornage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, – le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<p>Constats :</p> <p>Sur la base d'une vérification par sondage, la présence des bornes a été contrôlée lors de la visite d'inspection du 09/10/2023. La présence d'une seule borne a été constatée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant va procéder également à un bornage contradictoire en présence de la propriétaire de la parcelle A N°1606 le jeudi 12/10/2023. (justificatif du géomètre)</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit procéder au renouvellement du bornage et joindre un reportage photographique dans un délai n'allant pas au-delà de 3 mois. Les justificatifs seront transmis à Madame La Préfète de Vaucluse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.3
Thème-s : Risques accidentels, clôtures et barrières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de prévenir l'accès de tiers aux zones et activités dangereuses présentes dans l'établissement,</p>

le périmètre d'autorisation est ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire. Cette clôture est renforcée par la fixation robuste sur celui-ci, à intervalles réguliers, de panneaux avertisseurs de danger et d'accès interdit, tournés vers l'extérieur du périmètre d'autorisation.

Le nombre des parties ouvrantes dans cette clôture est tenu au strict minimum nécessaire aux besoins de l'exploitation des installations et activités réglementées par le présent arrêté ainsi qu'à l'accueil des flux de poids lourds venant sur site. L'exploitant met en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique.

Cette signalisation indique notamment : l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement, les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre, la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.

Constats :

La visite d'inspection du 09/10/2023 a permis de constater que le site est clôturé et que les clôtures sont en bon état (contrôle effectué par sondage côté DFCI). Côté piste DFCI, il est toutefois constaté un seul panneau dont la mention n'a pas pu être vérifiée à cause d'une végétation très dense.

Le merlon de séparation (côté parcelles cédées, au sud de la carrière) sur toute sa longueur ne dispose pas de panneaux tournés vers l'extérieur.

À l'entrée, le site dispose d'un portail d'accès, il est constaté la présence d'un panneau mentionnant le nom de la société et l'autorisation d'exploiter. L'accès au bassin est clôturé avec un panneau indiquant les dangers.

Il est également constaté une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Cette signalisation indique notamment le plan de circulation des véhicules,, les balisages à suivre sont présents ainsi que la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation. En revanche, aucun panneau n'indique l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement.





Observations :

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, procéder à la mise en place d'un panneautage dédié sur l'ensemble du pourtour du site, ainsi qu'un panneau à l'entrée du site mentionnant l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : accès à la voirie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.4

Thème-s : Risques accidentels, accès à la voirie publique

Prescription contrôlée :

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.

Constats :

La visite d'inspection du 09/10/2023 a permis de constater que l'accès à la voirie est en enrobé dont l'exploitant à la charge de l'entretien. L'entrée du site était exempte de dépôts le jour de

l'inspection. C'est un chemin avec servitude de passage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.5
Thème-s : Risques chroniques, déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation.
Constats : La visite d'inspection du 09/10/2023 a permis de constater que l'exploitant a procédé à la notification de mise en service de son installation par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 07/06/2023. Toutefois celui-ci n'a pas pu justifier de la notification de mise en service auprès du maire de Mornas .
Observations : Dès la réalisation des actions correctives demandées aux points de contrôles 5 et 6 ci-avant, l'exploitant effectuera la notification de mise en service de son installation auprès du maire de Mornas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : surveillance périodique des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 6.2.5 // arrêté ministériel du 23/01/1997, annexe
Thème-s : Risques chroniques, surveillance périodique des niveaux sonores
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 6.2.5 :</u> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée. Une première mesure est effectuée dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation, puis selon une fréquence annuelle.[...] Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.[...]
Annexe : point 4. Rapport de mesurage : Le rapport de mesurage établi par la personne ou l'organisme qualifié qui effectue des mesures de contrôle en application de l'article 5 ou à la demande de l'inspection des installations classées doit contenir les éléments mentionnés au point 7.1 de la norme, à l'exception de la référence à cette dernière, qui est remplacée par la référence

au présent arrêté.

Extrait de la norme AFNOR NF S 31-010 : 7 - Rapport de mesurage

7.1 - Contenu du rapport

Le rapport de mesurage doit mentionner :

- la référence au présent document ainsi que la mention suivante : «Les mesurages ont été effectués conformément à la norme NF S 31-010 sans déroger à aucune de ses dispositions» ;
- l'objet des mesurages ;
- la méthode utilisée (contrôle ou expertise) ;
- pour chacun des éléments de la chaîne : nature, marque, type, n° de série ;
- la durée du (des) bruit(s) particulier(s) ainsi que celle de l'intervalle d'observation et, le cas échéant, celle des intervalles de mesurage ;
- le moment de la journée où le(s) bruit(s) se manifeste(nt) et où les mesurages ont été effectués ;
- les emplacements de mesurage avec leur qualification (conventionnels ou spécifiques) ;
- le croquis des lieux (à main levée ou autres) :
 - avec indication de l'emplacement de la source ;
 - avec indication précise des emplacements de mesurage ;
- les conditions de fonctionnement de la (des) source(s) de bruit telles qu'elles ont pu être appréhendées et notamment en cas de mesurages à l'extérieur, les conditions météorologiques régnant pendant les mesurages (voir 5.3 ou 6.4) ;
- la date à laquelle les mesurages ont été effectués et le nom de l'opérateur ;
- la date d'établissement du document et le nom du responsable des mesurages ;
- les niveaux de pression acoustique continus équivalents pondérés A, $L_{Aeq,T}$, relevés en précisant les intervalles de temps associés ;
- la méthode d'autovérification utilisée, le cas échéant, le descriptif de la méthode utilisée si celle-ci est différente de celle de l'annexe A ;
- dans le cas de la méthode d'expertise, donner :
 - une évaluation justifiée de la précision des mesurages selon les indications du 6.6.1 ;
 - si possible une représentation graphique de séries de L_{Aeq} courts précisant les échelles sur les axes de coordonnées ainsi que la durée d'intégration (voir 6.5.1) ;
- le cas échéant, les indicateurs particuliers utilisés.

Le rapport de mesurage doit indiquer en outre les circonstances particulières et les incidents éventuels susceptibles d'avoir agi sur les résultats.

Constats de la visite d'inspection du 21/10/2021 :

1) Transmettre les justificatifs de la qualification de la société ATDX pour réaliser les mesures des niveaux sonores, en application de l'arrêté ministériel du 23/01/1997.

2) Le rapport de mesurage, associé à la prochaine campagne de mesure des émissions sonores, devra comprendre l'ensemble des informations requises au point 7.1 de la norme AFNOR NF S 31-010

3) L'exploitant doit justifier de la représentativité des emplacements de mesures retenus en fonction des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée.

La visite d'inspection du 09/10/2023 a permis de constater que :

1) en réponse aux non-conformités relevées lors de la visite d'inspection du 21/10/2021, l'exploitant a transmis un argumentaire afin de justifier de la qualification de la société ATDX pour réaliser les mesures des niveaux sonores, en application de l'arrêté ministériel du 23/01/1997. En outre, les éléments suivants ont été communiqués :

Le bureau d'étude réalise des mesures de bruit depuis 2002 pour la réalisation de Dossier de Demande d'autorisation environnementale Carrière ou Déchets ou dans le cadre des suivis environnementaux. Cela représente plusieurs centaines d'heures de mesures.

Ces mesures sont réalisées avec des sonomètres conformes à la réglementation et régulièrement contrôlés par des organismes certifiés et agréés.

Les mesures réalisées respectent les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. - Méthodes particulières de mesurage » (décembre 1996), complétées par les dispositions figurant en annexe de l'arrêté de 1997.

Le personnel réalisant les mesures sont formés à l'utilisation du matériel.

Pour l'entreprise RICARD, l'opérateur qui réalise les mesures de niveaux sonores dans l'environnement depuis 2002.

Da par leur expérience en la matière, le bureau d'études ATDX et son personnel sont parfaitement qualifiés pour réaliser des mesures de bruit.

L'inspection des installations classées prend note des justificatifs apportés concernant la qualification du prestataire retenu.

2) en réponse aux dispositions de l'article 6.2.5 de l'arrêté du 22/05/2023, l'exploitant a missionné le même bureau d'études pour la réalisation d'une étude acoustique, à la suite de la reprise des activités d'extraction. Celle-ci a eu lieu le 27/09/2023.

Pour la réalisation de cette étude acoustique, 2 mesures ont été effectuées :

- 1 mesure au Sud de l'exploitation en zone d'émergence réglementée ;
- 1 mesure au Nord en limite d'autorisation.

Les résultats présentés sont conformes à la réglementation, ils sont présentés ci-après :

Mesure N°1 en limite de propriété :

Période de mesurage	Diurne
L_{eq} (en dB(A))	54,5
Niveau limite (en dB(A))	70
Conformité	Conforme

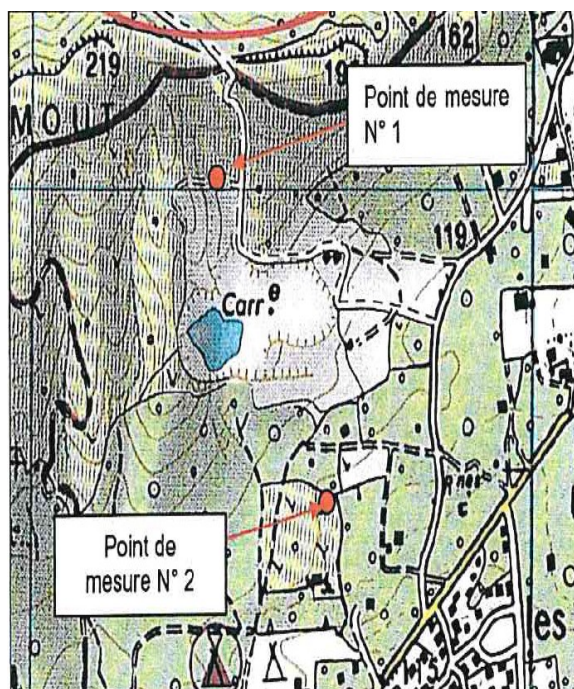
Mesure N°2 en zone d'émergence réglementée :

Période de mesurage	Diurne	
Période	Hors activité	En activité
L_{eq} (en dB(A))	42,7	45,9
Niveau ambiant	>45 dB(A)	
Émergence autorisée	5 dB	
Émergence	3,2 dB(A)	
Conformité	Conforme	

Toutefois, l'inspection relève que le rapport réalisé par le bureau d'étude ATDX ne se conforme pas en totalité aux attendus de la norme AFNOR NF S 31-010. En effet, il est constaté l'absence de :

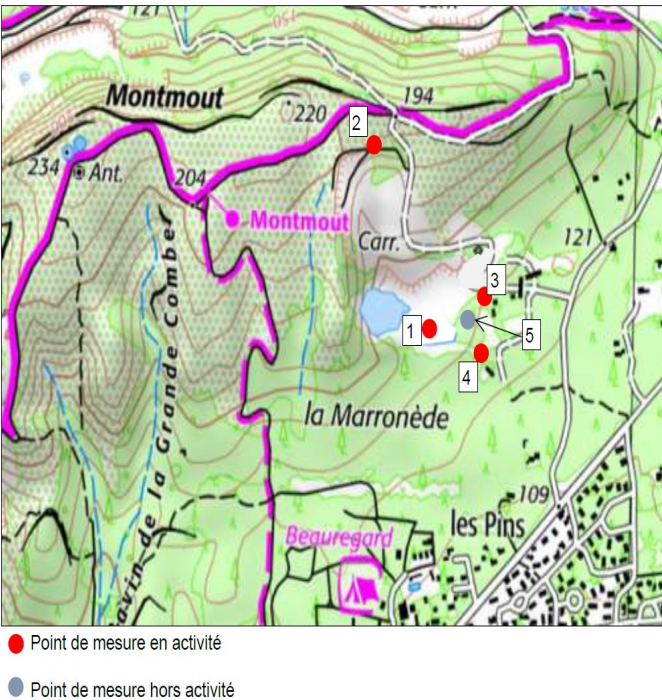
- la mention suivante : « Les mesurages ont été effectués conformément à la norme NF S 31-010 sans déroger à aucune de ses dispositions »
- la méthode utilisée (contrôle ou expertise) ;
- pour chacun des éléments de la chaîne : nature, marque, type, n° de série ;
- les emplacements de mesurage avec leur qualification (conventionnels ou spécifiques) ;
- la date d'établissement du document et le nom du responsable des mesurages ;

Concernant la représentativité des emplacements de mesures retenus au regard des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée, l'inspection relève que les points de mesurage ont été effectués aux deux points suivants :



(source rapport de l'étude de bruit du 27/09/2023)

Ainsi, les points de mesure effectués en 2023 apparaissent, d’une part, moins nombreux (2 points contre 4) et, d’autre part, plus éloignés que les points de mesures pris au niveau de l’étude d’incidence, jointe au dernier dossier de demande d’autorisation :



(source DDAE_2021)

Observations :

L’exploitant doit dans un délai de deux mois faire procéder aux corrections demandées, concernant le rapport de mesure de la campagne effectuée en septembre 2023. Il transmettra à réception de celles-ci le document complété à Madame La Préfète de Vaucluse. Par ailleurs, la prochaine campagne annuelle de mesure devra être réalisée aux points de mesures prévus dans l’étude d’incidence. Une évolution du nombre de points de mesures pourra être envisagée dans un second temps, au regard des résultats obtenus sur les premières campagnes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : utilisation des fines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 8.1.1.2 et article R.181-46 II

Thème-s : Produits chimiques, utilisation des fines

Prescription contrôlée :

Article 8.1.1.2 : Les fines issues de la décantation ou de l’ouvrage de filtration des eaux de lavage sont utilisées pour la remise en état du site. En aucun cas, leur régalage dans l’excavation ne doit compromettre l’écoulement des eaux météoriques en modifiant la perméabilité des sols. Aucun produit floculant n’est utilisé sur l’installation de lavage.

<p><u>Article R.181-46 II</u> : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]</p>
<p>Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant utilise un produit floculant, afin de favoriser la décantation des boues issues du lavage des matériaux. Cette modification des conditions d'exploitation n'a pas été portée à la connaissance de Madame La Préfète préalablement à sa mise en œuvre, avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Observations : L'exploitant, dans un délai de trois mois, doit porter à la connaissance de Madame La Préfète cette modification relative à l'utilisation d'un floculant dans l'installation de lavage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.3.5</p>
<p>Thème-s : Risques accidentels, extraction</p>
<p>Prescription contrôlée : [...]Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb.</p>
<p>Constats : <u>Constat le 12/12/2014</u> : certains fronts résiduels nécessitent d'être rectifiés, purgés et laissés sans surplomb. <u>Constat le 21/10/2021</u>: l'inspection a consulté le registre des purges effectuées sur les fronts (dernière purge effectuée le 09/09/2021). Toutefois, au cours de la visite, il a été constaté un front en surplomb au niveau de la banquette à la côte 178 mNGF. Par courriel du 07/11/2023 l'exploitant a produit les justificatifs des travaux effectués (registre de purge du front de taille ainsi qu'un reportage photographique).</p>



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet